

## **Débat budgétaire - État spécial territorial. - Budget primitif 2023 de la Ville de Paris. - Budget d'investissement pour 2023. - Budget de fonctionnement pour 2023.**

Paris, le 13 décembre 2022

Par Mme Anne HIDALGO - Maire de Paris

Seul le prononcé fait foi

Mes chers collègues,

Mes chers collègues, le budget que nous présentons aujourd'hui répond à un besoin de stabilité et de confiance. Il prouve une nouvelle fois que les Parisiennes et les Parisiens peuvent compter sur nous, même quand le pays traverse une période économique particulièrement éprouvante. En fait, ce budget est la traduction, l'image de notre politique. Nous l'avons voulu solidaire et ambitieux. Solidaire, parce que ce budget montre que Paris sera toujours prête à déployer les moyens nécessaires pour garantir l'accès au service public pour les classes moyennes et les plus vulnérables d'entre nous. Ce service public qui est un véritable filet de protection. Ce budget est ambitieux, car, malgré les incertitudes liées à l'inflation, à la guerre en Ukraine - que personne, honnêtement, ne peut nier - il ne reviendra pas sur les engagements pris pour adapter notre ville au changement climatique, afin qu'il soit toujours possible de vivre à Paris dans de bonnes conditions, dans les années qui viennent.

Je n'oublie pas que la question des générations futures nous oblige. D'ailleurs, elle figure aujourd'hui dans les textes consacrés par la Constitution comme un devoir vis-à-vis des générations futures et comme la porte de ce que nous appelons "la justice climatique". Compte tenu de l'urgence, nous allons accélérer. Nous allons accélérer et faire vivre la solidarité en menant cette transition écologique. Nous avons dû faire des choix politiques clairs, et nous les assumons.

Ce budget, nous l'avons bâti dans un contexte difficile, je dirais même triplement difficile : marqué par la guerre en Ukraine, l'inflation et le désengagement toujours plus prononcé de l'État. Plus que toute autre ville, Paris supportera en 2023 le coût de la crise énergétique et de l'inflation à hauteur de 100 millions d'euros. Paris assumera également des mesures décidées unilatéralement par le Gouvernement, des mesures nécessaires mais sur lesquelles il n'y a aucun accompagnement. Je parle, bien sûr, de la revalorisation du point d'indice. Le coût de cette mesure pour Paris est de 64 millions d'euros pour l'année 2023.

Nous aurions pu, face à cette situation, penser que l'État viendrait à notre chevet, et il n'en a rien été. Pire, l'État n'a cessé de se désengager. Il continue de se désengager en diminuant les dotations octroyées à la Ville de Paris. Comme en 2022, la Ville ne recevra pour dotation globale de fonctionnement en 2023 que 40.000 euros forfaitaires. 40.000 euros. Forfaitaires, parce que cela correspond à un calcul lié aux permanents syndicaux. Sinon, ce serait zéro. Mais, 40.000 euros, cela correspond à quoi ? À une demi-sanisette.

L'État continue de se désengager en réduisant encore notre autonomie fiscale, avec la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, tout en nous demandant d'augmenter de 5,7 % notre contribution à la péréquation. Cela veut dire quoi, parce que c'est un jargon ? Cela veut dire que nous allons verser cette année, au titre de la péréquation, c'est-à-dire cette ponction réalisée par

l'État, péréquation régionale et nationale, 720 millions d'euros. Face à ces 720 millions d'euros ponctionnés sur les richesses, sur les recettes produites notamment par les impôts des Parisiens, mais aussi sur toutes les recettes que nous pouvons engranger, une dotation globale de fonctionnement de 40.000 euros.

Lorsque je dis cela, un certain nombre d'autorités, de Parisiennes et de Parisiens, de journalistes, n'y croient pas. Pourtant, c'est vrai. Il suffit de regarder les chiffres, c'est écrit. Non seulement ce n'est pas respectueux, mais ce n'est pas sérieux. Sans contester le principe même de cette péréquation, cette disproportion est totalement extravagante et injuste vis-à-vis des Parisiens. Nous avons pourtant formulé des propositions dès le début de l'examen du projet de loi de finances. Des examens portés par des parlementaires, d'ailleurs, souvent, de tous bords. Mais nos amendements ont été écartés. Par l'utilisation compulsive du 49.3, le Gouvernement a choisi de passer en force.

À l'arrivée, c'est notre capacité à agir qui est susceptible d'être atteinte. Dans ce contexte difficile, nous aurions - c'est vrai - pu décider de ralentir notre action, de fermer des services publics pour un temps, d'augmenter les tarifs des cantines ou d'autres tarifs du service public. Nous aurions pu aussi choisir - c'est vrai, certains le souhaiteraient - de nous désengager de nombreuses politiques publiques qui bénéficient au territoire francilien tout entier, notamment par la mise à disposition de services ou d'équipements publics, mais aussi grâce à des investissements qui ont des répercussions économiques au-delà du seul territoire parisien. C'est vrai, nous aurions pu le faire. Nous aurions pu aussi - c'est de la politique, ce sont des choix politiques, certains nous y encourageaient - décider de ne plus prendre à notre charge le "pass" Navigo pour les jeunes. Je rappelle qu'il est gratuit à Paris.

Nous aurions pu aussi - d'autres nous y poussaient - faire en sorte que les personnes en situation de handicap n'aient plus la gratuité des transports non plus, que les seniors, ou même que les ateliers périscolaires soient supprimés ou financés par des prestations. Oui, nous aurions pu, c'est vrai. C'étaient des choix politiques. Nous aurions pu aussi - beaucoup nous y encourageaient - cesser les investissements, remettre à plus tard la transition écologique. C'est vrai. C'était un choix politique possible. Nous aurions pu aussi - beaucoup nous y encourageaient depuis longtemps, depuis 20 ans, reprenons les choses dans le bon ordre - décider de ne plus financer de nouveaux logements sociaux, dont les familles parisiennes ont tant besoin. C'est vrai, on aurait pu, c'était un choix politique possible. Et d'autres, sans doute, l'auraient fait. Enfin, ils n'auraient pas eu à abandonner ces choix puisqu'ils ne figuraient pas dans leurs propositions de départ.

Mais, stagner ou régresser, ce n'est pas la politique dont ont besoin les Parisiennes et les Parisiens. Alors, nous avons décidé de continuer à agir - choix politique - chaque jour, dans nos rues, nos écoles, nos services publics, pour être aux côtés des familles parisiennes, pour répondre à leurs inquiétudes, et continuer de transformer notre ville pour lutter contre les pollutions et contre les conséquences du dérèglement climatique. Oui, c'est le choix politique que nous avons fait.

Pour pouvoir agir, nous avons besoin de marges de manœuvre. C'est pourquoi nous avons pris la décision de mobiliser le seul dernier levier restant à notre disposition, le seul outil de solidarité fiscale : une augmentation du taux de la taxe foncière de 7 points, et de faire appel à la solidarité des propriétaires parisiens. Malgré cet ajustement, nous restons dans une fourchette très basse par rapport aux autres villes françaises.

Pour dégager encore plus de marges de manœuvre, j'ai demandé à l'administration parisienne tout entière de participer aux efforts collectifs. Je pense au "Plan de Sobriété énergétique" qui a conduit à baisser les températures dans tous nos bâtiments, à réduire l'intensité de l'éclairage des façades, des monuments municipaux, de la tour Eiffel. Qu'est-ce que l'on aurait dit si Paris n'avait pas montré l'exemple de cette façon ? Je pense aussi aux efforts demandés à l'administration pour contenir les frais de gestion courante. Je veux remercier ici Marie VILLETTE, Secrétaire générale de la Ville, et toute l'administration derrière elle. Grâce à ces choix, ce budget pour 2023 nous permet de préserver nos services publics et d'investir massivement pour accélérer la révolution écologique.

Nous avons réussi à rétablir notre épargne brute à 876 millions d'euros. 876 millions d'euros d'épargne brute, cela représente une hausse de près de 118 % par rapport à l'année passée. Nous pouvons nous en réjouir.

De quoi est fait ce budget 2023 ?

En matière de fonctionnement, d'abord, la progression de la fiscalité locale, à hauteur de 465 millions d'euros, permet d'augmenter de 9,5 % nos recettes et de compenser l'augmentation de plus de 4 % de nos dépenses, en grande partie liées au point d'indice non compensé et, bien sûr, aux dépenses liées à l'inflation, notamment à l'augmentation des coûts de l'énergie. Cette hausse des dépenses s'explique par ces facteurs : la hausse de la masse salariale, avec cette revalorisation du point d'indice, et l'augmentation des dépenses de péréquation, comme je l'évoquais tout à l'heure.

En matière d'investissement, ensuite, s'il y a un chiffre sur lequel nous devons nous attarder ce matin, c'est bien celui du niveau d'investissement pour 2023. Nous allons investir plus de 1,70 milliard d'euros. C'est inédit, et nous pouvons en être fiers. Oui, nous assumons d'investir en période de crise économique quand d'autres font le choix de l'austérité. D'ailleurs, je constate que les grands acteurs financiers, économiques de la place - je pense à la Caisse des Dépôts et Consignations - essaient de convaincre le Gouvernement d'accompagner les collectivités dans l'investissement plutôt que de freiner l'investissement. Parce que, qu'est-ce qui se passe quand les collectivités freinent l'investissement ? L'économie s'arrête, s'effondre, et il y a ce risque majeur, vu que les collectivités, les communes en particulier, portent 70 %, voire 80 %, de l'investissement public du pays.

Donc, oui, nous faisons le choix d'investir pour soutenir cette transformation de notre ville, cette transition écologique, pour soutenir les Parisiennes et les Parisiens, et pour soutenir l'activité économique qui a besoin de cet investissement. Je vous renvoie à ce que peut dire la Caisse des Dépôts et Consignations ou d'autres acteurs importants, qui estiment qu'il ne faut surtout pas, dans le moment que nous vivons, aller vers des politiques d'austérité. Là où certains reculent face à l'ampleur du défi climatique, nous faisons le choix de l'avenir. Car, investir aujourd'hui, c'est éviter que la dette climatique n'explode et ne soit intégralement supportée par les générations qui viennent.

Investir, c'est permettre à Paris de toujours rayonner plus. Car, n'oublions jamais que nos investissements, outre leurs effets sur le bien-être des Parisiennes et des Parisiens, ont des effets massifs sur l'économie. J'en parlais à l'instant. En donnant la priorité à la préservation des services publics, et donc, à la solidarité, le budget 2023 s'intéresse tout particulièrement aux familles, aux classes moyennes parisiennes et aux ménages les plus fragiles. Le budget de 2023, ce sont 2,5 milliards d'euros pour la santé et l'action sociale ; 854 millions d'euros pour la culture, la vie sociale, la jeunesse, les sports et les loisirs.

Concrètement, cela signifie quoi ? Maintenir l'ouverture de l'ensemble des équipements de la Ville, qu'il s'agisse des gymnases, des piscines, des bibliothèques. Il s'agit aussi de la création de nouveaux établissements, notamment une école polyvalente de 8 classes, dans le 8e arrondissement - Madame la Maire du 8e arrondissement-, la restructuration de la cité scolaire Gabriel-Fauré dans le 13e arrondissement - Monsieur le Maire - la rénovation du groupe scolaire Maurice-Rouvier dans le 14e arrondissement - Madame la Maire du 14e arrondissement -, la création d'une nouvelle piscine dans le 18e arrondissement - cher Éric LEJOINDRE -, sans oublier la création de 2 nouveaux gymnases à la porte de la Chapelle et dans la Z.A.C. de la gare des Mines, ainsi que la création de nouvelles crèches dans le futur quartier Saint-Vincent-de-Paul dans le 14e arrondissement, à Charenton-Meuniers dans le 12e arrondissement - Madame la Maire -, et rue Théodore-Deck - Monsieur le Maire du 15e arrondissement, cher Philippe GOUJON.

L'ouverture de 800 places de crèche et de halte-garderie dans tout Paris en 2023, le maintien de la gratuité des services de P.M.I., des activités périscolaires...

Je répète : le maintien de la gratuité des services de P.M.I. Un réseau exceptionnel. Qu'est-ce cela veut dire, "P.M.I." ? Cela veut dire "Protection Maternelle et Infantile". Un service gratuit de santé pour les enfants et pour leur maman, un service plébiscité par les Parisiennes et les Parisiens. Cela veut dire aussi la gratuité des activités périscolaires. Cela veut dire aussi - je le répète - le "pass" Navigo pour les plus jeunes, remboursé, gratuit, ou pour les personnes en situation de handicap, ou pour les personnes âgées. Oui, nous avons à Paris la gratuité des transports pour toutes ces catégories.

Cela veut dire le maintien des tarifs de cantine, en prenant à notre charge - là, je pense que tous les présidents des caisses des écoles que sont les maires d'arrondissement ne peuvent que s'en féliciter - la hausse de 40 % des prix, c'est-à-dire la Ville de Paris, ce budget que nous allons voter, et une poursuite du développement du "bio" parce que nous voulons cette qualité exceptionnelle.

C'est le maintien de l'offre éducative, comme les temps d'activité périscolaire, tellement utiles dans une ville où les familles sont essentiellement composées de personnes qui travaillent. Un quart des investissements à destination des quartiers prioritaires de la ville, comme nous nous y sommes engagés dès le début de cette mandature.

Pour le dire autrement, voilà ce que je vous propose aussi de refuser avec ce budget. Je vous propose de refuser de faire exploser de 40 % les tarifs de cantine. Je vous propose de refuser de mettre fin à la gratuité des activités périscolaires, mais aussi à la gratuité des musées. Je vous propose de refuser de geler le recrutement de 400 policiers municipaux. Je vous propose de refuser de mettre fin à la gratuité du "pass" Navigo pour les jeunes, les seniors, les personnes en situation de handicap, au détriment de dizaines de milliers de Parisiens. Je vous propose de refuser, avec ce budget de résistance, de fermer les piscines publiques, comme y sont contraints plusieurs collègues d'autres villes de France à cause de l'augmentation des prix de l'énergie. Je vous propose encore de refuser de mettre fin à ces baignades estivales gratuites tant appréciées dans le bassin de la Villette ou dans le canal Saint-Martin. Je vous propose de refuser, avec ce budget de résistance, de ne plus accompagner en période de crise économique les 200.000 foyers parisiens qui bénéficient des aides du Centre d'action sociale.

Oui, nous faisons un choix résolu et assumé de solidarité, d'abord en matière de logement. Notre ligne est claire. Elle a été rappelée régulièrement par Ian BROSSAT et par toute l'équipe. Continuer à construire toujours plus de logements sociaux et de logements à des prix abordables, pour que les Parisiennes et les Parisiens qui travaillent à Paris puissent continuer à y vivre, même

lorsque la famille s'agrandit. Et donc, plus de 280 millions d'euros seront mobilisés pour atteindre 25 % de logements sociaux en 2025. Nous y sommes quasiment.

La solidarité se lit aussi dans notre capacité à accompagner les plus vulnérables. C'est pourquoi nous allons consacrer 1,6 milliard d'euros au financement de la solidarité pour lutter contre l'exclusion. Financer les aides, le Revenu de Solidarité Active - R.S.A. -, le Fonds de Solidarité pour le Logement - F.S.L. -, le "Plan parisien d'insertion par l'emploi", le fonds d'aide aux jeunes, les centres sociaux. Financer pour permettre d'accueillir et d'accompagner les personnes en difficulté et sans domicile, les personnes en situation de handicap, parce que cette misère que nous voyons et qui existe n'est pas tolérable, pas acceptable.

Nous consacrerons 312 millions d'euros à la protection de l'enfance, notamment pour financer les clubs de prévention et l'Aide Sociale à l'Enfance. Je pense aussi, bien sûr, à nos aînés, aux personnes âgées, pour lesquels nous consacrerons près de 230 millions d'euros pour financer l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, mais aussi pour financer des hébergements, des centres d'accueil et de nouvelles formes d'habitat, que nos aînés nous invitent à créer et à imaginer. Je pense aussi à la maison de santé que nous allons pouvoir construire dans le 20<sup>e</sup> arrondissement - cher Monsieur le Maire - à Python-Duvernois, ce quartier pour lequel nous travaillons activement. Je pense aussi au projet de restructuration de l'E.H.P.A.D. Arthur-Groussier, à Bondy, puisque nous avons des établissements hors de Paris.

La solidarité, c'est aussi le fait de pouvoir se sentir en sécurité, quel que soit son quartier, et de profiter d'une ville agréable, où que l'on soit. Pour être au plus près chaque jour des Parisiennes et des Parisiens, protéger les piétons, les usagers les plus vulnérables, veiller à la propreté de la ville, apaiser la ville le soir, ce sont 16,2 millions d'euros qui seront consacrés aux missions dévolues à la police municipale, dont 11 millions - cher Nicolas - pour la protection et la surveillance des espaces publics, et le renforcement de la sécurité routière, sans parler du budget spécial de la Préfecture de police que nous examinerons tout à l'heure. Enfin, nous créerons 123 postes au sein de la police municipale, dont 100 postes d'agents de police municipale.

Solidarité d'une part, transition écologique de l'autre, ce budget prévoit une accélération massive et inédite dans la transition écologique de Paris, parce qu'il y a urgence, parce que nous n'avons plus le temps, parce que c'est notre responsabilité, et que certains continuent à regarder ailleurs.

Pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, pour faire baisser davantage la pollution qui tue, pour accroître notre autonomie énergétique et protéger nos concitoyens, nous allons investir et mener de grands travaux, en lançant un plan d'accélération de l'investissement sur la mandature, dont j'ai confié la responsabilité à Emmanuel GRÉGOIRE, avec, bien sûr, Paul SIMONDON - que je veux remercier ici - et en s'appuyant sur les présidents de groupe et les maires d'arrondissement.

Je pense avant tout à la rénovation énergétique, qui est l'un des plus grands défis qui se dressent devant nous. Nous mettrons en œuvre un grand plan ambitieux de rénovation thermique des bâtiments municipaux, pour un budget de 263 millions d'euros, afin de diminuer les émissions de gaz à effet de serre de notre patrimoine bâti. Pour le parc privé, ce budget renforce le dispositif "Eco-rénovons" et viendra accompagner les ménages dans ces étapes indispensables de transformation. Je veux remercier Jacques BAUDRIER et Dan LERT, ainsi que les citoyens de l'Assemblée citoyenne qui étaient à votre place samedi matin et ont fait un travail exceptionnel. J'espère que nous pourrons le traduire en projets de délibération dès l'année prochaine, notamment sur la question des économies d'énergie. Je veux remercier Anouch TORANIAN d'animer ce travail.

Je pense aux énergies renouvelables. La crise énergétique que nous traversons vient de le rappeler avec force : nous avons besoin d'être autonomes et d'utiliser une énergie propre. Nous allons poursuivre les dispositifs d'expérimentation, notamment le déploiement de panneaux photovoltaïques sur les toitures des bâtiments publics dans le cadre de ce programme que nous soutenons depuis longtemps. Il est soutenu aussi par le budget participatif. Je pense au programme "Energiculteurs".

Je pense, enfin, à la promotion de la nature dans notre ville. Christophe NAJDOVSKI est à la COP Biodiversité, à Montréal. Il nous y représente. Il porte, avec toute l'équipe ici, les espaces verts qui sont essentiels pour adapter notre ville au changement climatique. C'est pourquoi nous allons poursuivre et accélérer les projets de renaturation, de végétalisation, par la plantation de nouveaux arbres, la réappropriation de 30 hectares dans les bois de Vincennes et de Boulogne, ou encore par la création de plusieurs forêts urbaines. Nous décidons d'investir 16 millions d'euros supplémentaires en faveur de la réalisation de 100 rues aux écoles, en amplifiant encore ce programme emblématique de la mandature. Je veux à nouveau remercier tous les adjoints qui y contribuent. La préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques agira comme un formidable accélérateur de la présence de la nature dans la ville, notamment grâce aux possibilités de baignade dans la Seine, mais également grâce à la transformation accélérée de nos places et espaces publics pour pouvoir mieux respirer dans cette ville.

La liste est longue des projets que nous pourrions réaliser grâce à ce budget de combat.

Je pense aux nouvelles pistes cyclables, à hauteur de plusieurs dizaines de millions d'euros, à la valorisation et au traitement des déchets - chère Colombe BROSSEL -, avec le déploiement du dispositif Trilib', à la limitation des plastiques à usage unique et à l'installation des poubelles de tri sélectif. Je pense au soutien au développement de véhicules propres par des aides à destination des particuliers et des professionnels, au soutien aux transports en commun, avec 44 millions d'euros pour le prolongement du R.E.R. Éole, avec 600.000 euros pour le T8 sud, et 61 millions d'euros pour l'extension de la ligne de tramway T3, notamment entre la porte d'Asnières et la porte Dauphine, dans le 16e arrondissement de Paris.

Je pense aussi au soutien à l'Économie Sociale et Solidaire - cher Florentin LETISSIER -, avec notamment le programme "Fabriqué à Paris", sur lequel M. BONNET-OULALDJ - Monsieur le Président du groupe Communiste et Citoyen - avait apporté cette innovation, dont nous sommes très fiers aujourd'hui. Je pense au développement de l'agriculture urbaine - chère Audrey - afin de rapprocher les lieux de production et de consommation, de promouvoir une alimentation durable et saine, ou encore à la création de restaurants, d'épiceries durables, avec toute la politique sociale sur laquelle planche Léa FILOCHE.

Je pense aux travaux de performances énergétiques menés dans les piscines, les écoles, les collèges. Je pense à l'entretien de nos jardins, de nos places, aux cours oasis, à hauteur de 50 millions d'euros. Je pense à la rénovation de notre patrimoine - chère Karen TAÏEB -, en particulier des édifices culturels, avec la rénovation de la Sainte-Trinité, de Sainte-Anne, de Sainte-Marie-Madeleine, de Saint-Eustache ou encore de Saint-Gervais, mais aussi de nos fontaines. Toutes ces belles opérations concernant les 150 ans - mais c'est derrière nous - des fontaines Wallace. Je pense à nos établissements publics, scolaires - cher Patrick BLOCHE - et, bien sûr, à nos rues, avec David BELLARD.

L'entretien du patrimoine, c'est aussi sa propreté. C'est pourquoi une enveloppe de 12 millions d'euros sera allouée aux mairies d'arrondissement pour des campagnes de dégraffitage, de nettoyage

mécanique de la chaussée. Toutes ces opérations de nettoyage renforcé, plébiscitées par les Parisiennes et les Parisiens, sont aujourd'hui à la main des maires d'arrondissement puisque nous avons territorialisé nos politiques, notamment en matière de propreté et de sécurité.

Oui, je veux remercier ici l'ensemble de l'Exécutif et l'administration, et tout particulièrement Emmanuel GRÉGOIRE, mon premier adjoint, ainsi que Paul SIMONDON. L'exercice fut complexe dans ses incertitudes et le brouillard entretenu par les difficultés de réponses, et, finalement, les non-réponses de l'État. Je veux, bien sûr, remercier Antoine GUILLOU, parce que la question de la masse salariale et des ressources humaines est essentielle pour traduire concrètement nos politiques. Je veux vraiment remercier l'ensemble des adjoints et des maires d'arrondissement qui, avec les services de la Ville, les fonctionnaires, apportent et ont apporté leur énergie, leur intelligence, leurs idées, leur bienveillance et leur professionnalisme à l'élaboration de ce budget.

Je veux remercier les présidents de groupe de la majorité qui, comme moi, ont conscience de la difficulté du contexte dans lequel nous sommes. Ils ont choisi, comme nous le faisons depuis le début de cette mandature, le dialogue exigeant. C'est ainsi que l'on progresse. On n'a pas de "49.3", et tant mieux. Ils ont choisi aussi la responsabilité, parce que le contexte dans lequel nous sommes nous appelle à regarder et à tracer des perspectives, à régler les problèmes du quotidien, loin des petites phrases et des polémiques politiciennes. Nous savons, et je veux remercier ma majorité, que construire un budget, ce n'est pas faire un jeu de rôle au Conseil de Paris. Construire un budget, c'est continuer à s'enraciner dans cette ville, dans une relation de confiance avec les Parisiens. Confiance renouvelée depuis 20 ans à l'équipe qui est la nôtre. Construire un budget quand on est en responsabilité, ou que l'on veut jouer la responsabilité, c'est s'extraire de toutes ces petites phrases qui viennent abîmer la politique, c'est assumer pleinement la responsabilité qui est la sienne devant les citoyennes et les citoyens, c'est assumer que nous travaillons pour le présent et les générations futures, c'est assumer des choix politiques importants loin de la facilité et du confort qui consiste à être contre tout et à ne jamais rien proposer.

Mes chers collègues, je veux vous remercier parce qu'en dépit des incertitudes sur le monde qui nous entoure, de l'inflation, de l'effacement de l'État, de l'austérité qui est proposée comme seul horizon, ce budget montre que nous sommes au rendez-vous de nos responsabilités. Dans ce monde qui vacille, nous sommes un pôle de stabilité, de résistance et de transformation. Nous accompagnons les classes moyennes les plus vulnérables, les jeunes, les familles, les personnes âgées, qui sont inquiets. Nous accompagnons celles et ceux qui sont en forme, créatifs, qui nous aident à penser le monde qui vient. Nous sommes là pour elles et eux, responsables et prévoyants, en créant cet esprit de solidarité entre les Parisiens, et pas de haine ni d'opposition entre les différentes catégories, celles qui auraient tout et ne se préoccuperaient pas de ceux qui n'ont rien. Nous répondons aujourd'hui à l'urgence sociale tout en préparant Paris à l'urgence climatique. Plus que jamais, il revient à la majorité municipale, que j'ai l'honneur de conduire, de poursuivre cette transformation de notre ville. C'est donc pour moi un immense honneur de vous présenter aujourd'hui un budget ambitieux, de combat, qui répond aux attentes des Parisiennes et des Parisiens qui nous ont accordé leur confiance.

Je vous remercie.

Merci beaucoup, mes chers collègues.